



# Assemblée générale

Distr. générale  
15 novembre 2018  
Français  
Original : anglais

Soixante-treizième session  
Point 52 de l'ordre du jour

## Effets des rayonnements ionisants

### Rapport de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

*Rapporteur* : M. Luis Mauricio Arancibia **Fernández** (État plurinational de Bolivie)

#### I. Introduction

1. À sa 3<sup>e</sup> séance plénière, le 21 septembre 2018, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-treizième session la question intitulée « Effets des rayonnements ionisants » et de la renvoyer à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission).
2. La Quatrième Commission a examiné la question et tenu un débat général, et elle s'est prononcée sur la question à sa 22<sup>e</sup> séance, le 6 novembre 2018. Les déclarations et observations faites au cours des débats sont consignées dans le compte rendu analytique correspondant<sup>1</sup>.
3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie du rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (A/73/46).
4. À la 22<sup>e</sup> séance, le 6 novembre, le Représentant de la Belgique, s'exprimant en sa qualité de Président du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, a fait une déclaration sur les travaux du Comité.

<sup>1</sup> Voir [A/C.4/73/SR.22](#).



## II. Examen du projet de résolution [A/C.4/73/L.9](#) et de l'amendement y relatif figurant dans le document [A/C.4/73/L.12](#)

5. À la 22<sup>e</sup> séance, le 6 novembre, le représentant de la Belgique a présenté un projet de résolution intitulé « Effets des rayonnements ionisants » ([A/C.4/73/L.9](#)) au nom des pays suivants : Bélarus, Belgique, Canada, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Iraq, Kazakhstan, Luxembourg, Monaco, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovénie et Thaïlande. Par la suite, les pays suivants se sont joints aux auteurs du projet de résolution : Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Islande, Italie, Japon, Mexique, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie et Ukraine.

6. À la même séance, la Commission était saisie d'un état des incidences du projet de résolution sur le budget-programme, présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement Intérieur de l'Assemblée Générale ([A/C.4/73/L.13](#)).

7. À la même séance également, la Commission était saisie d'un amendement au projet de résolution [A/C.4/73/L.9](#), soumis par les États-Unis d'Amérique dans le document [A/C.4/73/L.12](#).

8. Toujours à la même séance, la Commission a été informée que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

9. Toujours à la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a rejeté l'amendement figurant dans le document [A/C.4/73/L.12](#) par 17 voix contre 7, avec 114 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

États-Unis d'Amérique, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Israël, Pérou, Ukraine.

*Ont voté contre :*

Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Mongolie, Nicaragua, Pakistan, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Suriname, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe.

*Se sont abstenus :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Belize, Bhoutan, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée équatoriale, Guyana, Hongrie, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Monténégro, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République de Moldova, République-Unie de

Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suisse, Tchéquie, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie.

10. Toujours à la même séance, la Commission s'est prononcée comme suit sur le projet de résolution [A/C.4/73/L.9](#) :

a) À l'issue d'un vote enregistré, le paragraphe 21 e) a été conservé par 136 voix contre 2, avec 4 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Tchéquie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique, Israël.

*Se sont abstenus :*

Honduras, Pérou, Soudan, Togo.

b) Le projet de résolution [A/C.4/73/L.9](#) a été adopté dans son ensemble sans être mis aux voix (voir par. 11).

### III. Recommandation de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

11. La Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### Effets des rayonnements ionisants

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 913 (X) du 3 décembre 1955 portant création du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants et ses résolutions ultérieures sur la question, dans lesquelles elle a notamment prié le Comité de poursuivre ses travaux,

*Préoccupée* par les effets néfastes que pourraient avoir pour les générations actuelles et futures les niveaux de rayonnement auxquels l'humanité et l'environnement sont exposés,

*Consciente* de la nécessité de continuer à examiner et à rassembler des informations sur les rayonnements ionisants et à analyser leurs effets sur l'humanité et l'environnement et consciente également de la complexité, de la diversité et du volume croissants de ces informations,

*Prenant note* des préoccupations relatives aux conséquences radiologiques d'accidents nucléaires,

*Réaffirmant* qu'il est souhaitable que le Comité poursuive ses travaux et se félicitant de la mobilisation accrue des États qui en sont membres,

*Soulignant* qu'il est essentiel que les activités du secrétariat du Comité bénéficient d'un financement suffisant, garanti et prévisible et soient gérées efficacement aux fins de l'organisation des sessions annuelles et de la coordination d'une documentation établie sur la base d'études scientifiques portant sur les sources de rayonnements ionisants et leurs effets sur la santé humaine et l'environnement,

*Consciente* de l'importance croissante des travaux scientifiques du Comité et sachant que des activités supplémentaires imprévues peuvent être nécessaires, comme ce fut le cas après l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi,

*Considérant* qu'il importe de maintenir la haute qualité et la rigueur scientifique des travaux du Comité,

*Sachant* qu'il importe de faire connaître les résultats des travaux du Comité, en particulier au public, et de diffuser largement les connaissances scientifiques sur les rayonnements ionisants, et rappelant à ce sujet le principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement<sup>1</sup>,

*Notant* que le Comité doit disposer de ressources suffisantes, garanties et prévisibles, et consciente de l'importance des contributions volontaires versées au fonds général d'affectation spéciale créé aux fins du financement des travaux du Comité par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

<sup>1</sup> *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe I.

*Gardant à l'esprit* que l'intégration de nouveaux membres nécessitera d'augmenter proportionnellement les dépenses de fonctionnement du Comité, notamment celles afférentes aux voyages,

*Félicitant* le secrétariat du Comité des efforts qu'il fait pour aider à mener les travaux de manière soutenue et efficace et encourageant tous les États qui sont en mesure de le faire à fournir un appui au secrétariat du Comité,

*Appelant l'attention* sur les déclarations dans lesquelles l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Organisation mondiale de la Santé ont exprimé leur soutien et leur appréciation au Comité pour ses travaux qui constituent les sources d'informations scientifiques les plus fiables et les plus complètes sur les niveaux de rayonnements ionisants et les effets qu'ils produisent, et noté qu'il ne serait pas possible sans eux d'établir et d'administrer des directives et des normes de sécurité et de définir les priorités de la recherche sur le plan des sources d'irradiation et de leurs effets,

*Notant avec préoccupation* les faits qui ont conduit le Comité, à sa soixante-cinquième session, à demander au Bureau des services de contrôle interne de mener : a) une enquête ou une inspection sur le processus de recrutement du secrétaire scientifique pour s'assurer que le candidat retenu est sélectionné sur la base de ses qualifications scientifiques et de sa crédibilité et que le processus est conforme au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies ; et b) un audit ou une évaluation interne pour déterminer si le Programme des Nations Unies pour l'environnement est l'organe le plus approprié pour œuvrer au service du Comité à l'avenir<sup>2</sup>,

*Notant également avec préoccupation* que la soixante-cinquième session du Comité a dû être reportée en raison d'un retard persistant dans la nomination du secrétaire du Comité, et consciente néanmoins du travail considérable accompli par le Secrétaire par intérim qui a préparé une documentation d'une haute qualité scientifique dans la perspective de la tenue de la session à une nouvelle date,

*Notant* l'inquiétude du Comité en ce qui concerne l'absence de mécanisme de délégation des fonctions de secrétaire au responsable scientifique et les interruptions dans la continuité du personnel au secrétariat, ce qui a rendu le Comité très vulnérable et entravé l'exécution efficace de son programme de travail approuvé ainsi que l'avancement des plans de projet consacrés aux cancers secondaires après radiothérapie et aux études épidémiologiques sur les rayonnements et le cancer,

1. *Félicite* le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants de sa précieuse contribution, depuis sa création, à l'action menée pour faire mieux connaître et comprendre les niveaux, les effets et les dangers de l'exposition aux rayonnements ionisants, ainsi que de la compétence scientifique et de l'indépendance de jugement avec lesquelles il s'acquitte du mandat qui lui a été confié à l'origine ;

2. *Réaffirme* la décision de maintenir le Comité dans les fonctions et le rôle indépendant qui sont actuellement les siens ;

3. *Souligne de nouveau* que le Comité doit tenir ses sessions ordinaires annuellement afin de pouvoir rendre compte dans son rapport des faits nouveaux et des résultats les plus récents dans le domaine des rayonnements ionisants et communiquer ainsi des informations actualisées à tous les États ;

<sup>2</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-treizième session, Supplément n° 46 (A/73/46)*.

4. *Note avec satisfaction* le travail accompli par le Comité et prend acte du rapport sur les travaux de sa soixante-cinquième session<sup>2</sup>, y compris le rapport sur la mise en œuvre de ses orientations stratégiques à long terme, et encourage le Comité à continuer de s'employer, lors des sessions à venir, à appliquer des stratégies pour appuyer l'action menée à long terme au service de la communauté scientifique ainsi que d'un public plus large ;

5. *Accueille favorablement* la création d'un groupe de travail spécial chargé d'aider le Comité à élaborer son futur programme de travail pour la période 2020-2024 sur les effets de l'irradiation et les mécanismes biologiques qui en sont à l'origine<sup>3</sup> ;

6. *Se félicite* des dispositions prises par le Comité pour donner suite à son évaluation de 2013 sur les niveaux d'irradiation et leurs effets connexes résultant de l'accident nucléaire survenu après le grand séisme et le tsunami qui ont frappé l'est du Japon en 2011 ;

7. *Attend avec intérêt* que le Comité présente les évaluations de certains effets et risques sanitaires liés aux irradiations ainsi que l'évaluation portant sur le cancer du poumon dû à l'exposition au radon, étant donné que d'autres organismes des Nations Unies sont tributaires des résultats de ces études ;

8. *Prie* le Comité de poursuivre ses travaux, y compris les importantes activités qu'il mène pour faire mieux connaître les niveaux, les effets et les dangers des rayonnements ionisants de toute origine, et de lui en rendre compte à sa soixante-quatorzième session ;

9. *Appuie* les intentions et les projets du Comité concernant l'exécution du programme d'examen et d'évaluation scientifiques qu'il réalise en son nom, en particulier ses prochaines études périodiques mondiales sur l'exposition aux rayonnements, menées en coopération étroite avec d'autres organisations compétentes, et le prie de lui présenter à sa soixante-quatorzième session des plans pour son programme de travail en cours et à venir ;

10. *Se félicite* des progrès accomplis dans la simplification des procédures de publication des rapports du Comité sous forme électronique sur son site Web et en tant que publications destinées à la vente, et demande au secrétariat de continuer à veiller à ce que les rapports du Comité soient publiés diligemment et à s'efforcer de le faire avant la fin de l'année civile au cours de laquelle ils ont été approuvés ;

11. *Invite* le Comité à poursuivre ses consultations avec les scientifiques et les experts des États Membres intéressés en vue de l'établissement de ses futurs rapports scientifiques et demande au secrétariat de continuer à faciliter ces consultations ;

12. *Se félicite*, à cet égard, de l'empressement des États Membres à communiquer au Comité des informations utiles sur les niveaux et les effets des rayonnements ionisants et invite le Comité à analyser ces informations et à les prendre dûment en considération, en particulier compte tenu de ses propres conclusions ;

13. *Rappelle* la stratégie que le Comité a adoptée pour améliorer la collecte de données, engage à cet égard les États Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales intéressées à continuer de communiquer des données pertinentes sur les niveaux d'irradiation provenant de différentes sources, leurs effets et leurs dangers, ce qui aiderait considérablement le Comité à élaborer les prochains rapports qu'il lui présentera, et engage l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation internationale du Travail et les autres organismes concernés à collaborer plus avant avec le secrétariat

<sup>3</sup> Ibid., chap. II, sect. B.

pour organiser la collecte, l'analyse et la diffusion des données sur l'exposition des patients, des travailleurs et du public aux rayonnements ;

14. *Se félicite* de l'utilisation et de la mise en place, par le secrétariat, d'une plateforme électronique de collecte de données sur l'exposition aux rayonnements ionisants des patients et des travailleurs, et exhorte les États Membres à participer aux études mondiales sur l'exposition aux rayonnements menées par le Comité et à désigner un référent national chargé de faciliter la coordination de la collecte et de la présentation des données sur l'exposition aux rayonnements des patients, des travailleurs et du public dans son pays ;

15. *Prend note* de la stratégie de communication adoptée par le Comité pour les années à venir, en particulier de l'amélioration de son site Web et de la publication de prospectus d'information et d'affiches dans toutes les langues officielles de l'Organisation, et l'invite, comme par le passé, à envisager d'établir une version de son site Web dans toutes ces langues ;

16. *Demande* au Programme des Nations Unies pour l'environnement de continuer, dans la limite des ressources existantes, à fournir un appui au Comité et à assurer la diffusion de ses conclusions auprès des États Membres, des milieux scientifiques et du public, et de veiller à ce que les mesures administratives en place soient adaptées, notamment en définissant clairement les rôles et responsabilités des différents acteurs, pour que le secrétariat puisse fournir au Comité des services adéquats et efficaces de manière prévisible et durable et faire le meilleur usage des précieuses compétences que ses membres mettent à la disposition de ce dernier afin qu'il soit en mesure de s'acquitter des responsabilités et du mandat qu'elle lui a confiés ;

17. *Regrette* que le secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'environnement n'ait pas nommé un nouveau secrétaire du Comité en temps voulu, compromettant ainsi la continuité au secrétariat, et insiste sur la nécessité de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer cette continuité et d'accélérer et de gérer de manière transparente tout processus de recrutement en cours ;

18. *Prie* le Secrétaire général de renforcer le soutien apporté au Comité dans les limites des ressources existantes, en particulier pour ce qui est de déléguer les fonctions du secrétaire du Comité, d'éviter toute interruption dans la continuité du personnel et de faire face à l'augmentation des dépenses de fonctionnement dans l'éventualité d'un élargissement de la composition du Comité, et de lui en faire rapport à sa soixante-quatorzième session ;

19. *Engage* les États Membres en mesure de le faire à verser des contributions volontaires au fonds général d'affectation spéciale créé par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi qu'à faire des contributions en nature, à l'appui des travaux du Comité et de la diffusion de leurs résultats, sur une base pérenne ;

20. *Invite* l'Algérie, les Émirats arabes unis, la Norvège et la République islamique d'Iran à désigner un scientifique qui assistera à la soixante-sixième session du Comité en qualité d'observateur, conformément aux paragraphes 19 et 20 de sa résolution [72/76](#) du 7 décembre 2017 et aux procédures énoncées au paragraphe 21 ci-dessous ;

21. *Adopte*, conformément au paragraphe 19 de sa résolution [66/70](#) du 9 décembre 2011, une procédure autorisant les futurs élargissements éventuels du Comité, qui comprend les dispositions suivantes :

a) Les États Membres intéressés peuvent utiliser l'ensemble des critères et indicateurs proposés pour déterminer le nombre de membres du Comité, qui figure

dans le rapport du Secrétaire général sur la composition de celui-ci et sur les incidences financières de l'augmentation du nombre de ses membres<sup>4</sup> ;

b) Un État Membre de l'Organisation peut à tout moment exprimer son souhait de devenir membre du Comité en adressant, à cet effet, une note verbale au Secrétaire général ;

c) Tous les 10 ans, le Secrétaire général communique à l'Assemblée générale la liste des États Membres ayant manifesté le souhait de devenir membre du Comité, la première de ces listes ayant été établie en 2017<sup>5</sup> et la prochaine devant l'être en 2027 ;

d) Chaque État Membre figurant sur la liste communiquée par le Secrétaire général conformément à l'alinéa c) ci-dessus est invité à désigner un scientifique qui participe à la session annuelle du Comité en qualité d'observateur, à partir de l'année suivante. Durant la première année de sa participation, chaque observateur présente un aperçu des compétences spécialisées que l'État qu'il représente entend mettre au service du Comité afin de participer à ses travaux ;

e) Conformément à l'alinéa g) ci-dessous, l'Assemblée décide au bout de quatre années de participation, compte dûment tenu de l'avis du Comité, d'intégrer les observateurs au nombre des États membres du Comité. L'avis doit être dûment fondé sur le juste niveau de participation apprécié, à la lumière de l'ensemble des critères et indicateurs proposés par le Secrétaire général pour déterminer le nombre de membres du Comité<sup>4</sup> ;

f) Quatre années après chaque admission de nouveaux membres, le Secrétaire général rend compte à l'Assemblée de l'élargissement du Comité en ce qui concerne l'efficacité, la qualité des travaux et le caractère équitable de la répartition géographique, et présente les incidences financières qui en résultent ainsi que celles afférentes à de futurs élargissements ;

g) Tout élargissement du Comité ne peut intervenir qu'à l'issue d'un examen complet de ses implications financières et dans la mesure où les capacités du secrétariat du Comité sont renforcées de manière appropriée, conformément aux conclusions formulées par le Secrétaire général dans ses précédents rapports<sup>6</sup>.

---

<sup>4</sup> A/66/524, par. 16.

<sup>5</sup> A/72/557.

<sup>6</sup> Notamment A/63/478, A/66/524 et A/69/350.